

Art. 3. Le Ministre des Travaux publics peut également désigner quatre membres présentés par les Ministres, Présidents des Exécutifs de la Région wallonne, de la Région bruxelloise, de la Communauté flamande et de la Communauté française.

Art. 4. Le Ministre des Travaux publics désigne parmi les membres de la Commission un président et un vice-président.

Art. 5. Le Ministre des Travaux publics désigne le secrétaire de la Commission.

Art. 6. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

Art. 3. De Minister van Openbare Werken kan eveneens vier leden aanwijzen, voorgedragen door de Ministers, Voorzitters van de Executieven van het Waalse Gewest, van het Brussels Gewest, van de Vlaamse Gemeenschap en van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De Minister van Openbare Werken wijst tussen de leden van de « Commissie Design » een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

Art. 5. De Minister van Openbare Werken wijst de secretaris van de Commissie aan.

Art. 6. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 november 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 85 — 79

3 AVRIL 1984. — Décret établissant pour la Région Wallonne une procédure de mise en œuvre de zones de loisirs et de leurs extensions (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Aucun permis de bâtir ou de lotir, aucun avis favorable à la délivrance d'un permis de camping ne peut être délivré dans une zone de loisirs pour laquelle il n'y a pas de permis octroyé et dans une zone d'extension de loisirs inscrite dans un projet de plan de secteur ou un plan de secteur, tant que cette zone n'a pas fait l'objet d'un schéma directeur d'aménagement approuvé conformément aux prescriptions du présent décret.

Art. 2. Les délais d'enquête sont automatiquement suspendus du 1er juillet au 31 août.

Art. 3. Dans le cadre du présent décret on entend par :

— « Exécutif » : l'Exécutif Régional Wallon.

— « Fonctionnaire délégué » : le fonctionnaire délégué au sens de la loi du 29 mars 1962 organique de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ou son délégué.

— « Zones de loisirs » : les zones telles que définies ci-après :

les zones de loisirs sont destinées à recevoir les équipements récréatifs et touristiques y compris ou non les équipements de séjour. Dans ces zones, les actes et travaux peuvent être soumis à des restrictions afin de respecter le caractère récréatif des zones; les zones de récréation sont destinées à ne recevoir que des équipements récréatifs et touristiques à l'exclusion de tout équipement de séjour;

les zones de récréation et de séjour sont destinées à recevoir les équipements récréatifs et touristiques ainsi que les équipements de séjour y compris les campings, les chalets groupés, les parcs résidentiels de camping et les parcs résidentiels de week-end.

CHAPITRE II. — Du schéma directeur

Art. 4. Pour mettre en œuvre une zone d'extension de loisirs, le collège des bourgmestre et échevins arrête le schéma directeur de la zone dans son ensemble. Il le soumet à enquête publique et organise une réunion de concertation.

Art. 5. Avant de solliciter des autorisations légales de mise en œuvre et de la réalisation d'une zone d'extension de loisirs, le promoteur, tant public que privé, dépose à la commune un avant-projet de schéma directeur d'aménagement.

Le promoteur pourra être autorisé par l'Exécutif Régional Wallon à n'aménager qu'une partie de la zone d'extension de loisirs pour autant que cet aménagement partiel ne compromette pas l'ensemble de la zone.

Art. 6. Lorsque la commune s'instaure elle-même promoteur d'une zone de loisirs, le conseil communal désigne les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qu'il charge de l'élaboration du dossier de l'avant-projet de schéma directeur d'aménagement.

Art. 7. Le schéma directeur d'aménagement indique notamment :

1. le schéma de voirie (accès et débouchés sur la voirie existante et la voirie interne) et le schéma des infrastructures (éclairage, égouttage, évacuation des eaux et déchets, raccordements aux réseaux et conduites externes);

2. le zonage des différentes affectations prévues et l'estimation des capacités d'accueil;

3. le type de construction et d'équipement de loisirs;

4. un rapport justificatif du parti adopté;

5. un plan de la situation existante donnant les renseignements sur le relief, la géologie, la pédologie;

6. la liste des propriétaires, des locataires et titulaires de droits réels concernés avec délimitation de leurs parcelles;

7. une évaluation des effets financiers, économiques et sociaux prévisibles et des conséquences sur l'environnement.

L'Exécutif arrête le contenu et le mode de présentation du schéma directeur.

(1) Session 1983-1984.

Documents du Conseil. — 18 (1981-1982), nos 1, 2, 3, 4 et 5. — 64 (1982-1983), nos 1, 2, 3 et 4.
Compte-rendu intégral. — Séance publique du 3 avril 1984. Discussion. Vote.

Art. 8. § 1er. Tout schéma directeur est soumis à enquête publique. Le collège des bourgmestre et échevins en informe par écrit les propriétaires, locataires et titulaires de droits réels intéressés.

§ 2. De plus, pendant toute la durée de l'enquête, l'administration communale affiche, sur une distance d'un kilomètre au moins, le long de la voirie la plus proche de la zone ou de l'extension de zone concernée, ainsi que le long des voiries existantes à l'intérieur de cette zone ou extension de zone, des avis dont le modèle et les dimensions sont déterminés par l'Exécutif.

§ 3. Ces avis sont placés tous les 100 mètres sur une palissade ou un panneau, à la limite de la voie publique, parallèlement à celle-ci, à une hauteur variant entre 1,5 et 2 mètres; pendant toute la durée de leur exposition, les avis sont maintenus en parfaite condition de visibilité et de lisibilité.

§ 4. Il y est indiqué le lieu, les dates et heures pendant lesquelles le projet de schéma directeur d'aménagement pourra être consulté.

§ 5. Pendant la même période, le collège des bourgmestre et échevins fait publier au moins une fois à la page d'informations locales ou régionales de trois quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande, s'il s'agit d'une commune de la région de langue allemande, un avis, dont le modèle et les dimensions sont déterminés par l'Exécutif, où figurent les indications prévues au § 4. S'il existe un bulletin communal d'informations distribué à la population, il y est fait mention de l'enquête suivant les modalités arrêtées par l'Exécutif. En l'absence de bulletin communal, le collège peut faire publier l'avis d'enquête publique dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants de la commune ou distribuer une information toutes boîtes.

Art. 9. La durée de l'enquête est de trente jours.

Les réclamations et observations sont adressées par écrit et sous pli recommandé au collège des bourgmestre et échevins avant le trentième jour suivant la mise à l'enquête. Il en est accusé réception dans les dix jours.

Art. 10. Le collège des bourgmestre et échevins organise une réunion de concertation entre le quinzième et le septante-cinquième jour à dater de la fin de l'enquête. Le lieu et la date de la réunion sont indiqués dans l'accusé de réception visé à l'article 9.

Art. 11. La réunion de concertation est présidée par le bourgmestre ou son délégué. Y participe d'office, le fonctionnaire délégué.

Art. 12. Dans les quinze jours qui suivent la réunion de concertation, le secrétaire communal en dresse procès-verbal et le transmet au fonctionnaire délégué.

Entre le vingtième et le quarante-cinquième jour à dater de la réunion de concertation, le fonctionnaire délégué communique au collège des bourgmestre et échevins son avis sur le schéma directeur, les réclamations et observations et le procès-verbal ci-dessus. A défaut, son avis est réputé favorable.

Art. 13. Le collège des bourgmestre et échevins donne connaissance au conseil communal du schéma directeur, des réclamations et observations, du procès-verbal de la réunion de concertation et de l'avis du fonctionnaire délégué.

Dans les nonante jours à dater de la réunion de concertation, le conseil communal statue sur le schéma directeur. A défaut, la décision du conseil est réputée favorable.

Art. 14. Dans les quinze jours qui suivent la décision du conseil communal, le schéma directeur est transmis à l'Exécutif Régional Wallon pour approbation.

Celui-ci dispose d'un délai de quarante-cinq jours pour statuer. A défaut de décision, le schéma directeur est réputé approuvé.

Art. 15. L'approbation d'un schéma directeur n'entraîne ni exonération des dispositions de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, ni obligation de délivrer un permis de bâtir ou de lotir aussi longtemps que, selon le cas, soit l'autorité compétente n'a pas pris de décision d'engagement des dépenses relatives aux équipements, soit que ces derniers n'ont pas fait l'objet d'un engagement accompagné de garantie de la part du promoteur.

Le schéma directeur a valeur réglementaire. Il demeure en vigueur jusqu'au moment où un autre schéma directeur, adopté de la même manière, lui est substitué. Il annule pour la zone concernée, l'effet des plans communaux d'aménagement précédemment approuvés dans la mesure où leurs prescriptions ne sont pas conformes à celles du schéma directeur.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 16. Le présent décret ne s'applique pas aux demandes de permis introduites avant le jour de son entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 1984.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne
pour le Budget et l'Energie,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles
et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire
et de la Forêt pour la Région Wallonne,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,
l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour
le Logement et l'Informatique,
J. MAYENCE-GOOSSENS

Art. 13. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium unterrichtet den Gemeinderat über das Leitschema, die Beanstandungen und Bemerkungen, das Protokoll der Konzertierungsversammlung und das Gutachten des beauftragten Beamten.

Innerhalb neunzig Tagen ab der Konzertierungsversammlung entscheidet der Gemeinderat über das Leitschema. In Ermangelung dessen kommt die Entscheidung des Rates einer Zustimmung gleich.

Art. 14. Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Entscheidung des Gemeinderates wird das Leitschema der Exekutive der Wallonischen Region zur Genehmigung übermittelt. Diese verfügt über eine Frist von fünfundvierzig Tagen, um ihre Entscheidung zu treffen. In Ermangelung einer Entscheidung gilt das Leitschema als genehmigt.

Art. 15. Die Genehmigung eines Leitschemas bringt weder die Befreiung von den Bestimmungen des Gesetzes vom 29. März 1962 über die Einführung der Raumordnung und des Städtebaus noch die Verpflichtung mit sich, eine Bau- oder Parzellierungsgenehmigung auszustellen, solange, je nach Fall, die zuständige Behörde keinen

Beschluss gefasst hat über eine Ausgabeverpflichtung in bezug auf die Ausstattungen oder letztere nicht den Gegenstand einer Verpflichtung mit einer Garantie seitens des Projektträgers gebildet haben.

Das Leitschema hat reglementarischen Wert. Es gilt bis zum Augenblick, wo es durch ein anderes auf die gleiche Weise angenommenes Leitschema ersetzt wird. Für das betreffende Gebiet annulliert es die Wirkung der vorher genehmigten kommunalen Raumordnungspläne in dem Masse, wie deren Vorschriften nicht denjenigen des Leitschemas entsprechen.

KAPITEL III. — Übergangsbestimmungen

Art. 16. Vorliegendes Dekret findet keine Anwendung auf die Genehmigungsanträge, die vor seinem Inkrafttreten eingereicht worden sind.

Verkündet vorliegendes Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 11. April 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region
für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser,
Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen
und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 85 — 79

3 APRIL 1984. — Decreet van de Waalse Gewestelijke Raad
tot vaststelling voor het Waalse Gewest van een uitvoeringsprocedure
voor de recreatiegebieden en hun uitbreidingen (1)

De Waalse Gewestelijke Raad heeft aangenomen en Wij,
Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In een recreatiegebied waarvoor geen vergunning is verleend en in een recreatieuitbreidingsgebied dat in een ontwerp van gewestplan of in een gewestplan is ingeschreven mag een bouw- of verkavelingsvergunning, een gunstig advies tot afgifte van een kampeervergunning enkel worden verleend, wanneer er voor dat gebied een overeenkomstig de voorschriften van dit decreet goedgekeurd leidend schema van aanleg opgemaakt is.

Art. 2. De onderzoekstermijnen worden automatisch opgeschort van 1 juli tot 31 augustus.

Art. 3. In het kader van dit decreet wordt verstaan onder :

— « Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve.

— « Gemachtigde ambtenaar » : de gemachtigde ambtenaar in de zin van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw of zijn gevolmachtigde.

— « Recreatiegebieden » : de gebieden zoals hieronder bepaald :

de recreatiegebieden zijn bestemd voor het aanbrengen van recreatieve en toeristische accommodatie al dan niet met inbegrip van de verblijfsaccommodatie. In deze gebieden kunnen de handelingen en werken aan beperkingen worden onderworpen ten einde het recreatief karakter van de gebieden te bewaren;

de gebieden voor dagrecreatie bevatten enkel recreatieve en toeristische accommodatie, bij uitsluiting van alle verblijfsaccommodatie;

de gebieden voor dag- en verblijfsrecreatie zijn bestemd voor de recreatieve en toeristische accommodatie met inbegrip van kampeerterrainen, de gegroepeerde chalets, de kampeerverblijfparken en de weekendverblijfparken.

(1) Zitting 1983-1984.

Bescheiden van de Raad. — 18 (1981-1982), nrs. 1, 2, 3, 4 et 5. — 64 (1982-1983), nrs. 1, 2, 3 en 4.

Volledig Verslag. — Openbare zitting van 3 april 1984. Bespreking. Stemming.

HOOFDSTUK II. — *Leidend schema*

Art. 4. Om een recreatieuitbreidingsgebied tot stand te brengen stelt het college van burgemeester en schepenen het leidend schema van het gehele gebied vast. Het wordt aan een openbaar onderzoek onderworpen en er wordt een overlegvergadering gehouden.

Art. 5. Alvorens de wettelijke uitvoeringsvergunningen voor een recreatieuitbreidingsgebied aan te vragen zal de publieke, resp. privé-promotor een voorontwerp van leidend schema van aanleg bij de gemeente indienen.

De Waalse Gewestexecutieve kan de promotor machtigen, enkel een deel van het recreatieuitbreidingsgebied aan te leggen, voor zover die gedeeltelijke aanleg geen afbreuk doet aan het gehele gebied.

Art. 6. Wanneer de gemeente zelf als promotor van een recreatiegebied optreedt, zal de gemeenteraad natuurlijke of rechtspersonen, publieke of privé-persoonen aanwijzen om hen opdracht te geven, het dossier van voorontwerp van leidend schema van aanleg op te maken.

Art. 7. Het leidend schema van aanleg vermeldt o.m. :

1. het wegenschema (toegangen en uitgangen op de bestaande wegen en op de binnenwegen) en het schema der infrastructuurwerken (verlichting, riolering, waterafvoer, wegruiming van afval, aansluitingen op de netten en buitenleidingen);
2. de indeling van verschillende voorziene bestemmingen in gebieden en de raming van het opvangvermogen;
3. het type bouwwerk en recreatievoorziening;
4. een verantwoordingsverslag over het genomen besluit;
5. een plan van de bestaande toestand met inlichtingen over het reliëf, de geologie, de bodemgesteldheid;
6. een lijst van de eigenaren, de huurders en de betrokken houders van zakelijke rechten met de afbakening van hun percelen;
7. een evaluatie van de financiële, economische en sociale gevolgen die kunnen worden voorzien en van de gevolgen op het leefmilieu.

De Executieve bepaalt de inhoud en de wijze van opmaak van het leidend schema.

Art. 8. § 1. Elk leidend schema is aan een openbaar onderzoek onderworpen. De belanghebbende eigenaren, huurders en houders van zakelijke rechten worden daaromtrent door het College van Burgemeester en Schepenen schriftelijk ingelicht.

§ 2. Bovendien moet het Gemeentebestuur gedurende de ganse duur van het onderzoek berichten, waarvan het model en de afmetingen door de Executieve bepaald zijn, op een afstand van ten minste één kilometer, langs de dichtst bij het betrokken gebied of uitbreidingsgebied gelegen weg, alsook langs de binnen dit gebied of uitbreidingsgebied gelegen wegen, aanplakken.

§ 3. Deze berichten worden om de 100 meter aan de rand van 'en evenwijdig met de openbare weg, op een schutting of een bord, op een hoogte van 1,5 tot 2 meter aangebracht; tijdens de ganse duur van de aanplakking worden de berichten in goed zichtbare en leesbare staat gehouden.

§ 4. Zij vermelden de plaats, de data en de uren waar het ontwerp van leidend schema van aanleg kan worden ingezien.

§ 5. Tijdens dezelfde periode laat het College van Burgemeester en Schepenen ten minste één keer een bericht waarvan het model en de afmetingen door de Executieve bepaald zijn, en waarop de gegevens van § 4 vermeld staan, in de lokale of streeknieuwsbladzijden van drie Franstalige dagbladen en van een Duitstalig dagblad, indien het een gemeente van het Duitstalig gebied betreft, opnemen. Indien een gemeentelijk informatieblad onder de bevolking wordt verspreid, wordt er melding in gemaakt van het onderzoek volgens de modaliteiten bepaald door de Executieve. Bij gebrek aan gemeen-

telijk informatieblad kan het College het bericht van openbaar onderzoek in een kosteloos onder de gemeentebevolking verspreid advertentieblad laten verschijnen of een huis-aan-huis informatie uitdelen.

Art. 9. De duur van het onderzoek bedraagt dertig dagen.

Bezwaren en opmerkingen worden schriftelijk en per aangetekende brief vóór de dertigste dag na het begin van het onderzoek aan het College van Burgemeester en Schepenen gericht. De ontvangst ervan wordt binnen tien dagen gemeld.

Art. 10. Het College van Burgemeester en Schepenen houdt een overlegvergadering tussen de vijftiende en de vijnzeventigste dag, te rekenen vanaf het einde van het onderzoek. De datum en de plaats van de vergadering staan vermeld in het in artikel 9 bedoelde ontvangstbewijs.

Art. 11. De overlegvergadering wordt voorgezeten door de Burgemeester of zijn gemachtigde. De gemachtigde ambtenaar neemt van ambtswege aan de vergadering deel.

Art. 12. Binnen vijftien dagen na de overlegvergadering stelt de Gemeentesecretaris de notulen op en bezorgt ze aan de gemachtigde ambtenaar.

Tussen de twintigste en de vijfenveertigste dag vanaf de overlegvergadering deelt de gemachtigde ambtenaar zijn advies over het leidend schema, alsmede de bezwaren en opmerkingen en de hoger vermeldde notulen aan het College van Burgemeester en Schepenen mede. Indien hij geen advies uitbrengt, wordt het als gunstig beschouwd.

Art. 13. Het College van Burgemeester en Schepenen geeft aan de Gemeenteraad kennis van het leidend schema, van de bezwaren en opmerkingen, van de notulen van de overlegvergadering en van het advies van de gemachtigde ambtenaar.

De Gemeenteraad beschikt op het leidend schema binnen negentig dagen te rekenen vanaf de overlegvergadering. Doet hij dat niet dan wordt de beslissing als gunstig beschouwd.

Art. 14. Binnen vijftien dagen na de beslissing van de Gemeenteraad wordt het leidend schema aan de Waalse Gewestexecutieve ter goedkeuring overgezonden.

De Waalse Gewestexecutieve beschikt over een termijn van 45 dagen om te beslissen. Bij ontstentenis van beslissing wordt het leidend schema geacht te zijn goedgekeurd.

Art. 15. De goedkeuring van een leidend schema heeft niet tot gevolg de vrijstelling van de bepalingen van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de stedenbouw en de ruimtelijke ordening, of de verplichting een bouw- of verkavelingsvergunning te verlenen zolang, naargelang van het geval, ofwel de bevoegde overheid geen beslissing over de vastlegging van uitgaven betreffende de uitrusting genomen heeft, ofwel de promotor geen verbintenis omtrent de uitrusting, samen met een waarborg, aangaat.

Het leidend schema heeft verordenende kracht. Het blijft in werking totdat het door een ander, op dezelfde wijze aangenomen leidend schema wordt vervangen. Het vernietigt, voor het betrokken gebied, de gevolgen van de eerder goedgekeurde gemeentelijke plannen van aanleg, voor zover de voorschriften ervan niet overeenstemmen met deze van het leidend schema.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 16. Dit decreet is niet van toepassing op de vergunningsaanvragen die vóór de dag van inwerkingtreding ingediend werden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 1984.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting
en Informatica,

J. MAYENCE-GOOSSENS